

# Jean-Pierre Sueur (PS) : « Passons des contrats »

Le secrétaire d'Etat aux Collectivités territoriales est aussi le maire — rocardien — d'Orléans. Un maire élu sur une liste où figuraient des Verts, et qui a un adjoint écologiste. Pour autant, il refuse les alliances de circonstance.

**LE QUOTIDIEN.** - Pour Pierre Mauroy, l'avenir du PS passe par une alliance « rose-vert ». Est-ce votre avis ?

**Jean-Pierre SUEUR.** - Les socialistes et les écologistes doivent effectivement travailler ensemble, mais il me semble qu'il faut traiter cette question à partir d'accords de fond, et non sur des bases électoralistes. Aujourd'hui, tout le monde, dans la classe politique, se découvre écolo...

**Q.** - Y compris le PS ?

**J.-P. S.** - Absolument ! Je crois que cela peut apparaître comme une concession à des idées qui ont le vent en poupe. Or, l'essentiel c'est d'avoir d'abord un dialogue sur les questions de fond.

**Q.** - A savoir ?

**J.-P. S.** - La vraie question, c'est de savoir si l'on peut fonder un projet politique sur une certaine idée de la nature. Le mouvement écologiste a mis à juste titre l'accent sur les dégâts du productivisme et de la société industrielle. Là-dessus, je suis entièrement d'accord. Mais comment peut-on déduire du principe du respect d'une certaine idée de la nature une conception de la démocratie et de la solidarité ? A mon avis, c'est une certaine idée de la démocratie et de la solidarité qui doivent venir en premier. Pour prendre un exemple simple, Tchernobyl est un désastre écologique qui a pour source première une absence de démocratie, donc de droit à l'expertise, à la contre-information, à la critique. Autre exemple : le respect des équilibres naturels n'induit pas une politique de protection sociale.

**Q.** - Est-ce qu'à l'instar du mouvement féministe, qui n'a pas réussi à exister politiquement en tant que tel, l'écologie est amenée à devenir un combat — parmi d'autres — des partis classiques ?

**J.-P. S.** - En réalité, les partis écologistes sont, en France comme à l'étranger, traversés par deux courants très différents. Il y a, dans ces partis, un grand nombre d'hommes et de femmes qui veulent très profondément rénover la société elle-même à partir d'une critique du productivisme et sur la base de

propositions concernant l'exercice de la démocratie. Ceux-là récusent, à mon sens, l'utopie totalisante d'une certaine idée de la nature qui serait le fondement de la vie sociale. A leur manière, ils souhaitent constituer un courant de progrès et il ont toute leur place dans la gauche, en tant qu'héritiers, parmi d'autres, de la tradition critique et de la volonté de changement social constitutives de la gauche. Et puis, il y a une autre pente, qui absolutise une conception de la nature d'où l'homme est parfois exclu et qui pose comme postulat l'équivalence historique de la gauche et de la droite.

**Q.** - C'est le cas d'Antoine Waechter...

**J.-P. S.** - Les questions qui se posent ne sont pas liées à des problèmes de personnes. Cette seconde pente se nourrit, en réalité, du refus de la politique. Cela peut être une facilité temporaire, cela peut séduire, provisoirement, mais dès lors que l'on revendique d'exercer le pouvoir, on ne peut pas fonctionner sur le refus de la politique ni se préparer à ce qui deviendrait vite un ensemble de combinaisons opportunistes.

**Q.** - Autrement dit, il faut que les Verts fassent le point avec eux-mêmes avant de devenir des partenaires fréquentables ?

**J.-P. S.** - Cela ne se pose pas ainsi. Je me souviens que, dans un contexte très différent, Guy Mollet avait exigé que le débat idéologique avec les communistes soit épuisé avant d'envisager d'agir avec eux. L'Histoire montre que les clarifications s'opèrent au travers de l'action et du débat d'idées. Et à cet égard, je suis optimiste. Je pense que les choses vont se décanter. Le fonctionnement interne des Verts témoigne du fait que l'on n'échappe pas à la politique, et l'avenir montrera qu'on n'échappe pas au choix politique par rapport à une majorité possible ou à une autre.

**Q.** - C'est une prédiction qui doit se concrétiser aux législatives ?

**J.-P. S.** - J'ai dit que je souhaitais un rassemblement entre écologistes et socialistes, mais sur des bases clai-

res et non sur des accords de circonstance. On ne peut pas se présenter devant les électeurs en leur disant : vous verrez bien ce qui se passera après ! Cela pose la question du contrat sur lequel on s'engage. On ne gouverne bien que sur la base d'un contrat. C'est peut-être prématuré d'en parler, mais la question se posera de toute façon.

**Q.** - Il n'est pas envisageable, surtout si le mode de scrutin voulu par Pierre Mauroy est adopté, qu'après des alliances « à la carte » les Verts se voient proposer de participer à une majorité de gouvernement ?

**J.-P. S.** - Je ne crois pas à la crédibilité des alliances à la carte, je crois aux contrats élaborés et signés en toute clarté politique entre partenaires qui se respectent, comme cela s'est déjà passé dans certaines municipalités, par exemple la mienne. Quant au mode de scrutin, c'est encore une autre question. Nous cherchons à concilier la nécessité d'une majorité claire et celle de représenter les courants d'opinion qui traversent notre pays. Quelle que soit l'issue de ce débat, la question de la constitution d'une majorité et du contrat sur lequel elle repose est, comme on dit, incontournable.

Propos recueillis  
par Judith WAINTRAUB